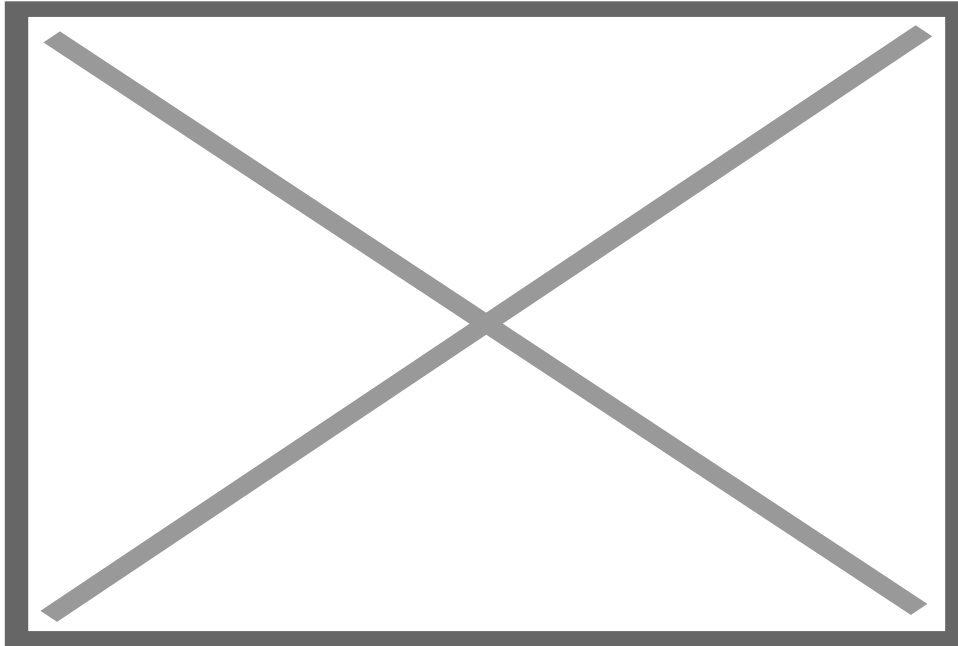


IsraËl condamne la prÃ©sidente de lâ??union des femmes palestiniennes Ã la dÃ©tention administrative

Description

Le 9 juillet 2017



RAMALLAH (Maâ??an) â?? Les autoritÃ©s israËliennes ont condamnÃ© dimanche Khitam al-Saafin, prÃ©sidente de lâ??Union du ComitÃ© des Femmes Palestiniennes, Ã trois mois de prison administrative, politique israËlienne hautement contestÃ©e dâ??emprisonnement sans procÃ©s ni charges.

Le chef de lâ??unitÃ© juridique de lâ??association pour les droits des prisonniers Addameer, Mahmoud Hassan, a dit quâ??une audience se tiendrait mercredi au tribunal du centre de dÃ©tention dâ??Ofer pour confirmer la sentence.

Les forces israËliennes ont arrÃªtÃ© al-Saafin le 2 juillet dans le village de Beituniya, au centre de la Cisjordanie occupÃ©e, le mÃame jour que celui oÃ¹ elles ont arrÃªtÃ© la dÃ©putÃ©e palestinienne Khalida Jarrar, autre Ã©minente fÃ©ministe et dÃ©fenseuse des droits de lâ??Homme.

Le tribunal dâ??Ofer a rallongÃ© lundi la dÃ©tention dâ??al-Saafin et de Jarrar afin dâ??examiner les ordinateurs qui avaient Ã©tÃ© saisis chez elles au cours des raids dâ??arrestation, et pour donner au procureur israËlien le temps nÃ©cessaire pour justifier la dÃ©tention administrative.

Les militaires israéliens ont dit à ce moment là que leurs arrestations à toutes les deux étaient dues à leur rôle majeur dans le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) le parti palestinien de gauche bien connu qu'Israël déclare être un groupe terroriste.

« Nous protestons contre l'arrestation de législatrices et militantes féministes, ainsi que contre les arrestations incessantes de leaders de la société civile et politique palestinienne », a dit l'élue membre du Comité Exécutif de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) Hanan Ashrawi après l'arrestation de Jarrar et de al-Saafin, ajoutant que « clairement, cette détention politique est une preuve de plus que le système judiciaire en Israël n'a rien à voir avec la justice ».

Le FPLP a dit cependant que « ces attaques n'empêcheront pas (le FPLP) de poursuivre son rôle de résistance à l'occupation et d'affronter les crimes et les projets qui tentent de liquider la cause palestinienne ».

D'après Addameer, il y avait au mois de mai 6.200 Palestiniens dans les prisons israéliennes, dont 56 femmes, et 490 en détention administrative.

Israël utilise la détention administrative presque exclusivement contre les Palestiniens. Cette politique israélienne très largement condamnée, permet d'incarcérer un individu d'abord pendant une période de six mois, laquelle période est renouvelable indéfiniment, en s'appuyant sur des preuves tenues secrètes.

Bien que les autorités israéliennes déclarent que ne pas révoquer la preuve pendant la détention administrative soit nécessaire pour des raisons de sécurité nationale, les associations de défense des droits déclarent au contraire que cette politique permet aux autorités israéliennes de détentionner les Palestiniens pendant une période indéfinie sans dévoiler aucune preuve qui justifierait leur détention.

Ces associations de défense des droits ont déclaré qu'Israël a utilisé cette politique de détention administrative pour perturber les processus politiques et sociaux palestiniens, notamment en ciblant les politiques, les militants et les journalistes palestiniens.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [Ma'an News](#)

date créée
2017/07/11